

Justification des recherches

Asie: Les différents schémas d'activités d'acquisition de rentes comportent divers coûts pour la société, et la forme que la distribution des rentes est susceptible de prendre peut soit entraver le développement, soit le favoriser (Mushtaq Khan, 2000). À titre d'exemple, en Malaisie, on a constaté que les pots-de-vin centralisés dans un système politique assujéti à des restrictions, et redistribués sous forme de rentes politiques aux groupes défavorisés, procuraient un certain degré de stabilité politique qui facilitait les investissements favorables à la croissance.

Afrique: Le clientélisme joue un rôle dans tous les systèmes politiques africains ; pour autant, l'étendue de son potentiel à nuire à l'économie est en partie fonction de la manière dont il est politiquement organisé (Chris Allen, 1995). Si les associations d'entreprises peuvent aider à résoudre des problèmes d'action collective sectorielle, les formes d'influence informelles et les réseaux clientélistes sont dans certains cas également importants.

Leçons tirées des textes publiés

Bien que le clientélisme comporte toujours des coûts, ceux-ci pourraient, dans certaines circonstances, être compensés par les biens publics qu'il apporte sur le plan de la stabilité politique, en garantissant les conditions essentielles à l'investissement et la résolution des problèmes d'action collective qui entravent le développement. En conséquence, ce n'est peut-être pas le clientélisme en soi qui est nuisible aux affaires, mais plutôt la façon dont celui-ci est organisé (ou non) dans des contextes précis.

Publié par le **Programme Afrique : pouvoir et politique**, initiative de recherche quinquennale entreprise par un consortium d'organisations en France, au Ghana, au Niger, en Ouganda, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le Programme APPP est financé par l'agence britannique du développement international (DfID) et le programme de développement irlandais Irish Aid. Pour plus de détails, voir www.institutions-africa.org

Un patrimonialisme de développement?

Une étude de l'économie et de la politique en Afrique

En remettant en question la sagesse populaire concernant la vie économique et l'investissement en Afrique, le groupe de recherche Économie et politique espère jeter les bases de décisions politiques mieux informées concernant les investissements effectués par les gouvernements africains et les bailleurs de fonds.

Dans le milieu du développement, il existe un consensus selon lequel la réduction durable de la pauvreté repose sur des niveaux accélérés de croissance économique. Une condition préalable de cette croissance économique est une hausse du niveau de l'investissement productif. L'analyse des moyens de rendre le climat favorable à l'investissement a donc été placée au premier plan.

Les conceptions actuelles concernant les affaires et l'investissement en Afrique se résument à la priorité donnée à la bonne gouvernance et, dans un certain sens, ne tiennent pas assez compte des réalités politiques et économiques de l'Afrique, et notamment de sa diversité sociale élevée, de ses fortes traditions de clientélisme et de la faiblesse de ses institutions formelles.

Nos recherches préliminaires se sont inspirées de concepts issus de l'expérience de croissance économique rapide en Asie, et ont étudié le rôle du clientélisme dans les relations commerciales et politiques en Afrique. Elles soulignent le besoin de comprendre de manière plus réaliste le contexte de l'investissement en Afrique, permettant d'accorder une attention particulière aux façons dont les institutions informelles sont susceptibles de créer un climat favorable aux affaires et à l'investissement, et à des priorités plus larges en matière de développement.

En mettant en avant les données relatives aux pratiques qui ont réussi en Afrique dans le passé, et en analysant des exemples actuels de succès économique relatif, notre démarche a pour but de faire la lumière sur les variables clés qui forment la base d'un investissement fort en Afrique.

Des recherches intensives dans deux pays qui ont connu une croissance économique meilleure que prévue au cours des dernières années (le Rwanda et la Tanzanie) permettront de s'interroger sur la façon dont les arrangements institutionnels informels peuvent contribuer à la fourniture de biens publics.

Si le financement le permet, nous prévoyons de mener des recherches dans d'autres pays qui nous permettront d'établir des comparaisons entre pays et entre secteurs.

Pour plus de renseignements, visitez www.institutions-africa.org ou contactez le directeur du Groupe de recherche Économie et politique 1: **Dr Tim Kelsall** (tim.kelsall@gmail.com)